

Regards croisés : le Ghana peut-il servir d'exemple pour l'Afrique de l'Ouest ?

Le Ghana est un pays particulièrement important en Afrique de l'Ouest, du fait de sa démographie, de son poids économique et de son secteur agricole, moteur de la croissance axé sur les cultures d'exportation. Il est souvent érigé en modèle de démocratie et de libéralisation, mais s'agit-il d'une exception en Afrique de l'Ouest ? Pour quelles raisons ?

Grain de Sel (GDS) : En quoi le Ghana se démarque-t-il de ses voisins d'Afrique de l'Ouest en matière de développement rural et agricole ?

Michael Owusu (MO) : Le Ghana dispose d'un système de gouvernance solide au niveau local, notamment dans le secteur de l'agriculture, qui vise à développer l'économie locale. Il met en place des politiques et des programmes afin de soutenir la population rurale, qui travaille en grande partie dans l'agriculture.

Manson Nwafor (MN) : Sur le plan socio-économique, le Ghana sort véritablement du lot. Il s'est débrouillé pour réaliser à temps les objectifs de développement durable liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Des interventions sociales ont été menées

en complément des politiques agricoles et le pays a pu mettre en place des infrastructures pour faciliter l'accès des producteurs aux marchés.

King David (KG) : Absolument. Le Ghana se distingue grâce au programme phare de son gouvernement, *Planting for Food and Jobs* (PFJ), qui a permis de créer de l'emploi, notamment pour les jeunes des zones rurales, et d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. D'autres programmes, comme *Planting for Export and Rural Development* (PERD) et *Rearing for Food and Jobs* (RFJ), ont également été bénéfiques. De plus, ces programmes sont supervisés par des organisations paysannes et des organismes internationaux faitiers.

GDS : Pensez-vous que l'héritage britannique joue un rôle dans le développement du Ghana ?

MO : Notre système de gouvernance et certains de nos organismes bien structurés sont issus du régime colonial.

ATC : Les spécificités de la gestion foncière au Ghana comportent une partie d'héritage de la période britannique. La structuration des filières agricoles au Ghana diffère aussi sensiblement de ce que l'on peut rencontrer dans les pays voisins : structuration paysanne moins développée ; importance des agro-industriels dans l'organisation des filières ; moins d'interprofession.

MN : Je ne suis pas d'accord. Nous ne pouvons pas justifier notre développement par ce qu'il s'est passé il y a 60 ans. Au contraire : il faut rectifier ce qui a été fait !

KD : Nous devrions plutôt parler de l'héritage que laissera le gouvernement actuel : il investit par exemple pour la jeunesse et a instauré des écoles gratuites qui accueillent aujourd'hui près de 1,3 million de lycéens. Il entend aussi agir pour la santé en mettant en place un régime d'assurance gratuit.

GDS : Où se situe le Ghana dans l'économie de la région ?

KD : Le Ghana est la deuxième économie de la CEDEAO, derrière le Nigéria.

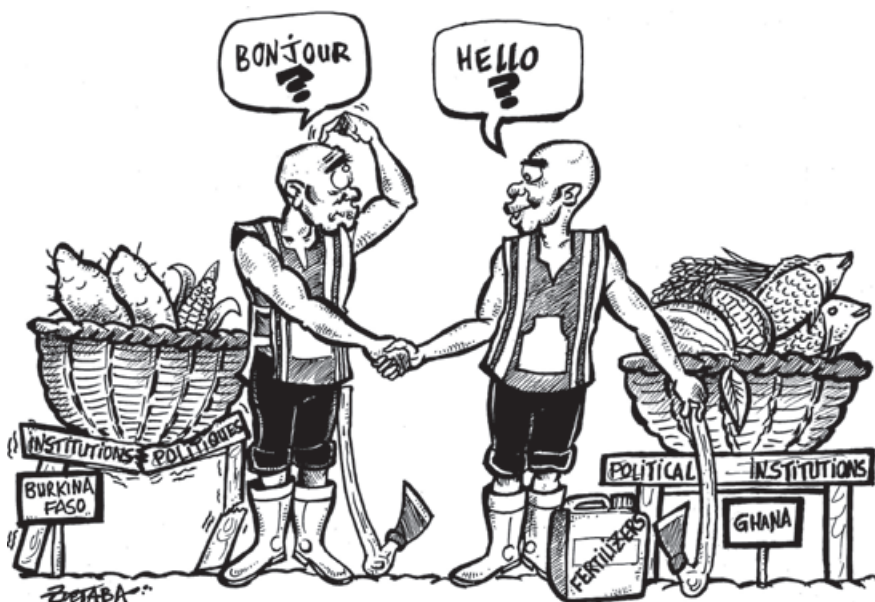
MO : Le Ghana ne domine pas la région, mais il est très important du point de vue politique et économique et exerce une certaine autorité en Afrique. Accra a d'ailleurs été choisie comme siège de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC).

MN : Le secteur agricole du Nigéria doit être 3 ou 4 fois plus important que celui du Ghana. Cependant, en termes de croissance et de revenu par tête, le Ghana enregistre la meilleure performance depuis 2000 et détient le deuxième taux le plus bas de pauvreté d'Afrique de l'Ouest. Finalement, le principal, c'est d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et c'est ce qu'il fait.

GDS : En 2019, le Ghana a été le premier pays à bénéficier d'IDE. Pourquoi, d'après vous ?

MN : C'est grâce à son climat des affaires et à sa stabilité : les investisseurs cherchent davantage de prédictibilité.

MO : Les investisseurs veulent être sûrs



d'être remboursés. Le gouvernement a élaboré des politiques favorables aux investissements, comme des exonérations fiscales. Par exemple, dans le secteur agricole, le groupe marocain OCP, leader de l'industrie des engrais, souhaite y implanter des usines de production : il considère le Ghana comme un pays stable propice aux investissements.

GDS : Comment les politiques agricoles sont-elles structurées ? Pensez-vous qu'elles sont cohérentes ?

KD : Le gouvernement a établi plusieurs programmes phares qui couvrent l'ensemble du secteur : programme de subvention pour l'accès aux intrants, emploi de plus de 2 500 agents pour les services de vulgarisation, accès au marché et commercialisation, etc.

MO : Effectivement. L'objectif du gouvernement central est d'éradiquer la pauvreté chez les petits producteurs, qui constituent la majorité des travailleurs agricoles. Le pays dispose également d'un système d'administration local solide et les deux niveaux s'équilibrent plutôt bien. De plus, nos politiques agricoles s'alignent avec celles de la CEDEAO et de l'Union africaine afin de faciliter les échanges entre les pays.

MN : C'est vrai. Si l'on regarde la progression du Ghana depuis le déploiement du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) en Afrique de l'Ouest en 2009, on voit qu'il s'efforce réellement de s'y tenir, malgré quelques écarts dus aux changements de gouvernement.

GDS : Que représente le secteur agricole pour le gouvernement ?

NW : En termes relatifs, le budget alloué à l'agriculture diminue depuis 2014. Cela peut s'expliquer, entre autres, par le fait que les réductions budgétaires visent en premier le secteur agricole car il produit des résultats moins visibles aux yeux des décideurs politiques. De plus, l'évolution des dépenses sera perçue différemment selon si celles des institutions publiques, telles que le Ghana Cocoa Board, sont retenues. En revanche, les dépenses agricoles telles qu'elles sont définies par l'Union africaine pour l'ensemble des pays africains ne tiennent pas compte de celles des institutions publiques.

MO : Depuis 2 ans, le Ghana poursuit les objectifs de la déclaration de Malabo en consacrant 10,2 % de ses ressources à l'agriculture. Le gouvernement actuel a décidé d'investir davantage dans le secteur : le budget alloué au PFJ, au PFE et au RFJ s'élève à 750 millions de cedis ghanéens. Il reconnaît son importance pour l'économie : il représente en moyenne 20 % du PIB et emploie plus de 40 % de la population active. L'agriculture est le secteur dans lequel il faut investir si l'on

veut produire des résultats en peu de temps. Il reste encore au gouvernement deux défis à relever : créer de l'emploi pour les jeunes et réduire les importations.

KD : Le gouvernement doit également faire en sorte que le secteur agricole reçoive au moins autant d'attention que celui du pétrole.

ATC : L'agriculture est considérée comme un secteur à haut potentiel de création d'emplois, de dynamisation économique et de réduction de la pauvreté rurale. Les rendements agricoles sont encore faibles et le gouvernement cherche à intensifier l'agriculture ghanéenne. Le potentiel d'aménagement du territoire notamment en termes de gestion de l'eau agricole est pour le moment peu exploité mais considéré comme essentiel y compris par le gouvernement.

**AU GHANA,
L'AGRICULTURE EST
LE SECTEUR DANS LEQUEL
IL FAUT INVESTIR POUR
PRODUIRE DES RÉSULTATS
EN PEU DE TEMPS.**

KD : De plus, les partenaires de développement, comme le Fonds international de développement agricole, la Commission européenne et les ONG internationales, participent au renforcement des capacités des producteurs.

GDS : L'économie (agricole) du Ghana est surtout axée sur les exportations. Quels sont les avantages et les inconvénients d'un tel système, notamment pour les exploitations familiales ?

KD : L'objectif final du PFJ est de garantir la sécurité alimentaire au Ghana, alors que celui du PFE est d'encourager le commerce international. Il cible principalement le cacao et l'huile de palme, mais également d'autres cultures comme la noix de coco, la mangue, la papaye, etc.

MN : Le PIB du Ghana est dominé par les services (45 %), qui sont peu exportés. Le cacao représente environ 14 % du PIB agricole et les 86 % restants proviennent d'autres cultures. Ce qui a vraiment bénéficié aux exploitations familiales, ce sont les poli-

tiques complémentaires entre l'agriculture et d'autres secteurs sociaux.

MO : Nous tirons peu de bénéfices de l'exportation de produits ruraux, si ce n'est les revenus en devises étrangères. L'argent issu de l'exportation de cacao, de bois d'œuvre et de pétrole sert à importer du sucre, du riz, de la volaille ou du chocolat, et nous sommes toujours en déficit commercial, ce qui affaiblit notre monnaie. Il faut donc avant tout ajouter de la valeur à nos produits. C'est l'idée derrière l'initiative "One District One Factory" : la plupart des usines implantées serviront à la transformation. Il faut également accroître la production des denrées que nous importons, comme le riz ou la volaille. Dans ce contexte, la politique actuelle du ministère s'avère efficace, puisque la production nationale a fortement augmenté en 2019. À long terme, l'ajout de valeur à nos produits et l'accroissement de la production nationale bénéficieront aux familles d'agriculteurs et à l'économie locale.

GDS : Comment expliquez-vous que malgré une croissance économique soutenue, des inégalités sociales persistent au Ghana ? Peut-on parler d'une "success story" ghanéenne ?

MO : Notre croissance repose sur le pétrole, qui n'emploie que 1 ou 2 % de la main-d'œuvre, contre 40 % pour l'agriculture. Ainsi, l'amélioration de la situation économique ne profite pas au plus grand nombre.

MN : Le taux de pauvreté est deux fois plus élevé dans le nord que dans le sud. Il faut que la croissance nationale englobe davantage de foyers du nord.

ATC : Oui, d'où l'intention de l'AFD de soutenir avec ses partenaires un projet d'infrastructures d'irrigation à petite échelle dans le nord.

KD : Je pense que la solution réside entre autres dans le développement du réseau routier, qui laisse à désirer, notamment pour l'acheminement des produits ruraux vers les villes.

GDS : Le cacao et la pêche sont deux filières majeures, et chacune dépend des ressources naturelles (forêts et stocks de poissons) tout en les menaçant. Comment y remédier ?

MO : Les efforts fournis par le Ghana et la Côte d'Ivoire pour influencer le cours du cacao (p.25) sont un premier pas vers l'ajout de valeur à nos produits. Mais il faut également diversifier notre économie. Ajouter de la valeur au cacao et diversifier l'économie permettrait de réduire la pression exercée sur les forêts. Pour ce qui est de la pêche, nos ressources naturelles ne suffiront jamais à satisfaire la demande

CONCLUSION

; le gouvernement doit élaborer des politiques en faveur de l'aquaculture (p.38-39).

KD : Je pense que le gouvernement néglige la filière de la pêche, qui manque de financement. Il incite cependant le secteur privé à investir dans l'aquaculture. L'agroforesterie est aussi de plus en plus encouragée, notamment chez les jeunes : ils sont près de 65 000 à planter des arbres sur tout le territoire.

ATC : Le *Cocoa Board* et certaines ONG interviennent en faveur de l'agroforesterie. Il s'agit d'une activité clé, puisqu'elle limite la déforestation en préservant la fertilité des sols à long terme. La plupart des cacaoyers sont toujours cultivés en plein soleil, mais des initiatives gouvernementales comme le programme REDD+ devraient y remédier petit à petit.

GDS : Dans quelle mesure le Ghana peut-il influencer le modèle de développement des autres pays de la région, et inversement ?

MN : Au niveau local, je pense que le Ghana est un exemple à suivre. Il a réussi à réduire considérablement la pauvreté et a démontré que les interventions sociales réussissent là où le processus de croissance échoue.

KD : D'autres pays viennent au Ghana pour observer la stratégie qu'il a mis en place et voir comment la transposer chez eux.

LES INTERVENTIONS SOCIALES EN ZONES RURALES RÉUSSISSENT LÀ OÙ LE PROCESSUS DE CROISSANCE ÉCHOUÉ.

FONG, qui regroupe 256 organisations paysannes, entretient des liens avec le ROPPA, la SACAU (Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe) et la Fédération des agriculteurs d'Afrique de l'Est.

ATC : En effet, le Ghana peut se nourrir d'autres modèles qui permettent aux organisations paysannes d'être représentées au même titre que les autres parties prenantes de la filière. La prise en compte des conséquences environnementales et la gestion de la mobilité du bétail progressent dans les pays voisins et le Ghana observe ce qui est entrepris afin de s'en inspirer.



Le cacao est une culture très importante du pays. Le Ghana est le 2^e producteur mondial.

Pixabay - David Greenwood-Haight

MO : Nous nous déplaçons aussi pour améliorer nos programmes. Par exemple, nous sommes allés au Nigéria étudier leur programme de subvention et nous devrions nous rendre au Kenya pour découvrir leur plateforme agricole, dédiée notamment aux acteurs du secteur des engrais, qui peuvent y partager leurs difficultés et influencer les décisions du gouvernement. Réciproquement, si elle est mise en œuvre, la stratégie "Ghana beyond aid" pourra servir de source d'inspiration en Afrique. ■

Manson Nwafor



Manson Nwafor travaille comme analyste des politiques pour l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) et la Direction de l'Agriculture et du Développement Rural de la CEDEAO.

King David Amoah



King David Amoah est Président de la Farmers Organisation Network of Ghana (FONG) et Directeur exécutif de la Ecumenical Association for Sustainable Agriculture and Rural Development (Ecasard).

Michael Owusu



Michael Owusu travaille au Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture du Ghana, où il est en charge du programme des engrais pour le département des cultures (Directorate of Crops Services).

Anaëlle Tanqueray-Cado



Anaëlle Tanqueray-Cado est Chargée de projets Agriculture & Environnement à l'Agence française de développement.